

**Union européenne - Zone euro -
Réponse de Mme Delphine
Gény-Stephann, secrétaire d'Etat
auprès du ministre de l'économie et
des finances, à une question
d'actualité au Sénat
(Paris, 26 juin 2018)**

Monsieur le Sénateur, vous avez salué l'accord crucial sur la Grèce. Il s'agit en effet d'un pas extrêmement important, qui nous permet de sortir de dix années au cours desquelles nous sommes allés de programme en programme pour soutenir la Grèce. C'est un accord majeur !

Les difficultés de la Grèce ont servi de révélateur des faiblesses de la zone euro. Il nous faut la réformer, notamment grâce au mécanisme européen de stabilité. Le statu quo n'est pas une option : nous ne pouvons nous satisfaire d'une union monétaire qui ne soit pas davantage une union économique. C'est tout l'esprit de la feuille de route dont nous avons discuté avec l'Allemagne.

Nous avons prévu de parachever l'union bancaire, de faire en sorte que son filet de sécurité ultime soit pleinement opérationnel, de renforcer encore le mécanisme européen de stabilité et de créer un véritable budget de la zone euro. Il s'agit là de réponses indispensables pour faire émerger une union prospère et plus stable.

Bien évidemment, ces propositions doivent être portées au sein de l'Eurogroupe, ce que nous avons commencé à faire.

Les autres Etats membres sont convenus qu'il s'agissait d'une base de travail solide. Il est toutefois normal, et même sain, que des discussions aient lieu. Je puis vous assurer que Bruno Lemaire et Olaf Scholz sont absolument déterminés à convaincre nos partenaires de la zone euro d'avancer.

Nous sommes ouverts aux discussions, mais il faut maintenant avancer, et très vite./.

(Source : site Internet du Sénat)